



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Service prévention des risques anthropiques
1 Rue du Parlement
BP 80556
51022 Châlons-en-champagne

Châlons-en-champagne,
le 07 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL FRANCE

6 RUE ANDRE CAMPRA
IMMEUBLE "LE CEZANNE"
93210 Saint-Denis

Références : 25-439_VJ/AR

Code AIOT : 0006204566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 juillet 2025 dans l'établissement ARCELORMITTAL FRANCE implanté Port de Thionville Illange à Uckange (57270). L'inspection a été annoncée le 06/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL FRANCE
- Port de Thionville Illange 57270 Uckange
- Code AIOT : 0006204566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le crassier d'Uckange était exploité comme bassin de décantation et dépôt de résidus sidérurgiques jusqu'en 1991. La société ArcelorMittal France est l'ayant droit du dernier exploitant. La remise en état pour un usage futur industriel est encadrée par l'arrêté préfectoral DCAT/BEPE/n°199 du 27 septembre 2022. Ce site est intégré dans le projet EUROPORT LORRAINE, qui prévoit l'aménagement d'une plateforme portuaire multimodale de grande envergure, comportant des activités de transit, d'entreposage et de manufacture.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Organisation des travaux	Arrêté Préfectoral du 27/09/2022, article 2.1	Sans objet
2	Condition d'admission des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 27/09/2022, article 3.4	Sans objet
3	Registre des terres excavées et des sédiments	Code de l'environnement du 02/07/2025, article L.541-7 II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de l'inspection du 29 juillet 2025 était de vérifier l'avancement des travaux de réhabilitation et le respect des conditions d'admission des déchets inertes. L'inspection a constaté que les travaux de recouvrement des flancs du crassier, concernés par des enjeux de biodiversité, ont démarré en juillet 2025 au droit de la piste d'accès au crassier (zone de dépôt G03), zone qui ne présente pas d'enjeux de biodiversité selon l'écologue. Lors du contrôle réalisé lors de la visite, l'inspection a constaté que les conditions d'admission des déchets inertes étaient respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2022, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Travaux de réhabilitation
Prescription contrôlée : <i>Les travaux, objet du présent arrêté, sont réalisés conformément aux plans et données techniques contenus dans l'étude « Aménagement de l'ancien crassier d'Uckange (57) Compatibilité environnementale et sanitaire du projet Rapport n°A107797/version E - 26 Août 2021 », les différentes études énumérées ci-dessus et composant le « Projet de remise en état de l'ancien crassier d'Uckange et les compléments sur la procédure pour la gestion des matériaux pollués dans le cas de la découverte fortuite de pollution pendant les travaux de remblaiement et la surveillance des eaux souterraines pendant les travaux transmis par courriel du 24 février 2022 ; L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, dans la mise en œuvre et la surveillance des travaux de réhabilitation pour :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</i>• <i>gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques ;</i>• <i>prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des</i>

dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, la protection de la nature et de l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir la sécurisation et la surveillance du site des travaux pendant toute la durée du projet.

Constats :

Le projet de réhabilitation de ce crassier se déroule en deux phases successives :

- une première concerne le remblai de la partie centrale, dont une partie de la capacité de remblaiement est dédiée à une typologie de matériaux issus de la ZAC EUROPORT.
- une seconde concerne le recouvrement des flancs Nord, Ouest et Sud.

Ce phasage a été défini afin de préserver la fonctionnalité écologique globale du site pendant la durée des travaux. Des mesures pour éviter, réduire et compenser les impacts ont été définies, et une dérogation pour les espèces protégées a été accordée par arrêté préfectoral n°2020-DREAL-EBP-010 en date du 12 février 2020, tel que modifié par l'arrêté n°2022-DDT/SABE/PE n°27 du 27 juin 2022 portant autorisation environnementale uniquement pour l'aménagement de la ZAC EUROPORT.

En janvier 2025, la maîtrise d'ouvrage de l'exploitant, la société EG LOG, a communiqué à l'Inspection un porter-à-connaissance (PAC) de modification des conditions d'exploitation portant sur la modification du phasage du remblai. En effet, le remblai avec les matériaux inertes extérieurs était suffisamment avancé dans la partie centrale, de sorte que le chantier de réhabilitation du crassier allait être stoppé dans l'attente des matériaux de la ZAC EUROPORT, pour laquelle les travaux n'avaient pas démarré. Aussi, il a été demandé de pouvoir commencer le recouvrement des flancs avant d'avoir terminé le remblai dans la partie centrale. Après avis de non-objection du service en charge de la biodiversité de la DREAL Grand Est, l'Inspection a informé par mail du 4 avril 2025 que l'exploitant pouvait modifier son phasage d'exploitation comme défini dans son dossier de PAC de janvier 2025.

Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté que les travaux sur le flanc du crassier situé le long du chemin d'accès au crassier avaient démarré en juillet 2025 (zone de dépôt G03). La maîtrise d'ouvrage de l'exploitant a indiqué que les travaux avaient démarré sur cette zone avec l'accord préalable de l'écologue. En effet, cette partie du flanc ne présentait pas d'enjeux de biodiversité selon l'écologue.

Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a observé la présence de bois et de ferraille dans les déchets inertes mis en œuvre sur le crassier. La maîtrise d'ouvrage de l'exploitant a précisé qu'en fin de journée, l'opérateur sur site faisait le tour de la zone pour ramasser les indésirables et les mettre dans une benne dédiée à la récupération de ces déchets. L'inspection a effectivement constaté la présence d'une benne sur site contenant des déchets de type plastique, notamment.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Condition d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2022, article 3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Travaux de réhabilitation

Prescription contrôlée :

Les matériaux de remblaiement doivent respecter les critères de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatifs aux matériaux inertes.

Constats :

En préambule, concernant cette prescription, l'inspection souhaite préciser qu'en application de l'article 2, qui exige de respecter le "Rapport n°A107797/version E - 26 août 2021" :

- la partie centrale du crassier est réalisée avec un remblai de matériaux inertes et de terres excavées de la plateforme multimodale EUROPORT devant respecter les seuils de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 et/ou les concentrations moyennes admissibles
- et la périphérie du crassier (flancs nord et ouest) est réalisée avec un remblai exclusivement composé de matériaux inertes de provenance extérieure conformes à l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

À la date de l'inspection, seuls des déchets d'origine extérieure ont été acceptés. Ces déchets proviennent quasi-exclusivement de l'étranger.

Lors de la visite, l'inspection a contrôlé les documents relatifs aux notifications de déchets inertes transfrontaliers n° DE2774089642 et n° LU019139. Ces documents répondent aux exigences réglementaires et présentent des analyses préalables à l'acceptation conformes.

L'inspection a indiqué à la maîtrise d'ouvrage de l'exploitant que la déclaration d'acceptation préalable des déchets à destination du producteur de déchets inertes et du demandeur méritait d'être revue. En effet, celle-ci ne permettait pas de s'assurer de l'absence de végétaux, notamment les espèces exotiques envahissantes comme la Renouée du Japon, possédant des racines profondes s'étalant et s'enfonçant profondément dans le sol. À la suite de l'inspection, la maîtrise d'ouvrage de l'exploitant a modifié son document pour faire apparaître la mention "vérifier l'absence de DIB, de plantes invasives dans les matériaux apportés" dans l'encart dédié aux engagements du demandeur concernant les caractéristiques du chantier. L'inspection n'a plus de remarque à ce sujet.

Lors de la visite sur le terrain du site, l'inspection n'a pas observé la présence de végétaux de type plantes exotiques envahissantes sur les zones déjà remblayées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre des terres excavées et des sédiments

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/07/2025, article L.541-7 II

Thème(s) : Risques chroniques, Travaux de réhabilitation

Prescription contrôlée :

II.-Sans préjudice du I du présent article, les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent ou se livrent à des opérations de courtage ou de négoce des terres excavées et des sédiments tiennent à disposition de l'autorité administrative toutes informations concernant :

1° La quantité, la nature, l'origine de ces terres excavées et sédiments et leur destination ;

2° Et, s'il y a lieu, le moyen de transport et le mode de traitement ou d'élimination envisagé. Sont concernés par le présent II les terres excavées et les sédiments dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet.

Ces informations sont déclarées à l'autorité administrative à compter du 1er janvier 2021 pour :

a) Les personnes qui produisent des terres excavées et sédiments ;

b) Les personnes qui traitent des terres excavées et sédiments, y compris les personnes les utilisant en remblayage.

III.- Les informations obtenues en application des I et II du présent article sont mises à la disposition

des autorités de contrôle mentionnées à l'article L. 541-44 du présent code.

IV.- Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Constats :

La réglementation impose une traçabilité concernant la valorisation des terres excavées en application des articles L. 541-7-1 II et R. 541-43-1 du Code de l'environnement. Cette traçabilité permet d'identifier avec précision la destination et le lieu de valorisation des terres excavées.

- Lorsqu'il s'agit de déchets français, cette traçabilité est assurée via un registre de valorisation des terres excavées. Si les chantiers sont à +30 km ou que les apports sont supérieurs à 500 m³/chantier, ces apports sont enregistrés au registre national des terres excavées et sédiments (RNDTS - depuis le 01/01/2023).
- Lorsqu'il s'agit de déchets transfrontaliers, cette traçabilité est assurée via la plateforme GISTRID en application notamment de l'article L. 541-40 du Code de l'environnement. Cette plateforme assure la traçabilité grâce à une notification (aussi appelée "procédure de consentements écrits préalables"), un suivi des mouvements de déchets et un ensemble de pièces justificatives concernant notamment la description des déchets, les transporteurs et l'exutoire final.

La maîtrise d'ouvrage de l'exploitant tient son propre registre grâce à un logiciel, dans lequel elle y enregistre même les déchets transfrontaliers. L'inspection n'a pas pu consulter ce registre le jour de la visite. En effet, la consultation se fait depuis un logiciel qui n'est pas accessible via la tablette de l'opérateur sur site. Suite à la visite, la maîtrise d'ouvrage de l'exploitant a transmis à l'inspection une extraction de ce registre pour la période allant du 13 janvier 2025 au 30 juillet 2025. L'inspection a constaté que ce registre comprend les informations suivantes : numéro de bon, client, chantier, transporteur, immatriculation, catégorie de déchet, tonnage et zone de dépôt.

Lors de la visite, l'inspection a assisté à une réception de déchets issus du chantier ECOTEC au Luxembourg (notification n° LU019139, passage 108/480). L'opérateur sur site a vérifié les papiers du véhicule avant de laisser accéder au site. Une fois les déchets mis en remblai sur le crassier, l'opérateur a renseigné via une tablette les informations concernant les déchets qu'il avait reçus (numéro de notification, DAP et zone de dépôt). Ces informations sont intégrées à GISTRID tous les 3 jours par des personnes d'un service support de la maîtrise d'ouvrage.

Type de suites proposées : Sans suite